

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 11 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



2TS

rue Jean Moulin
80570 EMBREVILLE

Références : 2023-E30005
Code AIOT : 0005102139

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2022 dans l'établissement 2TS implanté rue Jean Moulin (ex. chemin de l'Abbaye) CR n°3-BP 100017 80570 EMBREVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été organisée dans le cadre de l'action nationale Incendie au sein d'un Traitement de Surface. Cette action vise à contrôler la gestion du risque incendie au sein des établissements de traitement de surface après la survenue de plusieurs incendies sur les deux dernières années à l'échelle nationale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 2TS
- rue Jean Moulin (ex. chemin de l'Abbaye) CR n°3-BP 100017 80570 EMBREVILLE
- Code AIOT : 0005102139
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société 2 T.S. exploite sur le territoire de la commune d'Embreville un atelier de traitement de surface. Cette société a repris une partie des activités de la société Ternois Industrie Picardie placée en liquidation judiciaire le 11 avril 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale Incendie au sein d'un traitement de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Préfectoral du 17/11/2011, article 8.1	/	Sans objet
2	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Sans objet
3	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Sans objet
4	Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
5	Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
6	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
7	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations contrôlées sont conformes aux attendus réglementaires en matière de gestion du risque incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2011, article 8.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, dispositions applicables aux ateliers de traitement de surface et aux locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelles sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. [...]
Constats : L'exploitant dispose de 6 trappes de désenfumage à commande manuelle. Les commandes sont accessibles facilement, mais se trouvent à l'intérieur de l'atelier. Le bâtiment présente 1086 m ² de toitures, et 6 trappes de désenfumage. La taille des trappes de désenfumage n'était pas connue de l'exploitant.
Observations : L'exploitant pourra utilement évaluer la taille des trappes de désenfumage afin de s'assurer du respect de la réglementation du travail (imposant au moins 1% de la surface de toiture en désenfumage) et les standards réglementaires classiques (imposant 2% de surface de désenfumage). La prescription de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 n'impose cependant pas de surface minimales de désenfumage. De même l'implantation des commandes de désenfumage pourra être étudiée afin d'être rapprochée des accès pour une mise en oeuvre plus facile.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
Constats : Les installations électriques sont vérifiées annuellement. Le dernier rapport de contrôle a été présenté lors de l'inspection et ne montre pas de défauts de liaison à la terre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art -6 - I Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : Les cuves de traitement de surface sont équipés de sonde de niveau bas. En cas de constat de niveau bas, le chauffage est automatiquement coupé. Ces cuves sont vidées après chaque production, ce qui permet de tester cette coupure automatique directement. Ce vidage est réalisé chaque semaine si une production a été réalisée durant la semaine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens de lutte incendie – moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.
Constats : Le site dispose uniquement d'extincteurs de plusieurs types. La nature de ces extincteurs a été déterminée en fonction du danger à attaquer et ils ont été placé à proximité de ce danger.
Observations : L'exploitant réalisera le renouvellement de la formation extincteurs pour s'assurer du recyclage de ces connaissances auprès du personnel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens de lutte incendie – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : Le dernier rapport de contrôle des extincteurs (14866839 du 21 mars 2022) a été présenté lors de l'inspection. Tous les appareils ont été vérifiés et sont signalés en bon état ou fonctionnels.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2022, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.
Constats : Les bacs de traitement de surface et les matières combustibles sont situés au dessus d'une fosse permettant d'assurer leur confinement en cas de rupture et ou d'incendie. De même, les installations de traitement d'eau sont situées dans une fosse qui permettrait le confinement des eaux en cas d'incendie. Le site dispose également d'un bassin extérieur permettant de recueillir les eaux pluviales, mais l'exploitant ignore si ce dernier est étanche.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2022, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : Aucun organe n'est nécessaire à la manœuvre des bassins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet